



Mission Permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies

INTERVENTION DE SON EXCELLENCE Dr. ARIEL HENRY
PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
AU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 76^{eme} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

New York, le 24 septembre 2021

Vérifier au prononcé

**INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE D'HAÏTI
AU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 76ÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués délégués,**

01. Permettez-moi, **Monsieur le Président**, de vous adresser, d'entrée de jeu, mes plus vives félicitations pour votre élection à la tête de la soixante-seizième (**76ème**) session ordinaire de l'Assemblée générale de notre Organisation. J'exprime mes félicitations également aux Membres du Bureau. Soyez assuré du soutien complet de la délégation haïtienne pour la pleine réussite de nos travaux.

02. Qu'il me soit permis également de saluer le travail remarquable accompli au cours de la soixante-quinzième (75ème) session de l'Organisation par votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Volkan **BOZKIR**, Ministre des Affaires Étrangères de la Turquie. Il a su conduire les travaux avec dextérité et leadership, malgré les contraintes imposées par la pandémie COVID-19.

03. Il me plaît de renouveler mes félicitations au Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Antonio **GUTERRES**, pour sa réélection à la tête de l'Organisation. Ce n'est pas par hasard que les Etats membres vous ont accordé un second mandat qui, j'en suis convaincu, sera couronné de succès.

04. Je veux saisir cette opportunité pour vous exprimer ma reconnaissance pour votre soutien constant au peuple haïtien et surtout pour l'engagement renouvelé et solidaire de l'organisation envers mon pays.

05. Je m'en voudrais de ne pas réaffirmer toute l'appréciation du Gouvernement de la République d'Haïti pour l'initiative du Bureau de la **75ème** session de l'Assemblée générale d'organiser une cérémonie d'hommage le 14 juillet 2021, à la mémoire de Son Excellence le Président Jovenel **MOÏSE**. Il est décédé tragiquement sous des balles assassines dans la nuit du 6 au 7 juillet dernier. Les messages de réconfort et les témoignages de sympathie des gouvernements des États membres de l'organisation ont été appréciés à leur juste valeur par le peuple haïtien.

06. Je veux réaffirmer ici, à cette tribune, ma détermination à tout mettre en œuvre pour trouver les co-auteurs, les complices et les commanditaires de ce crime odieux. Rien, absolument rien, aucune manœuvre politique, aucune campagne médiatique, aucune distraction, ne pourra me détourner de cet objectif : rendre justice au Président **MOÏSE**. C'est une dette envers sa mémoire, envers sa famille et envers le peuple haïtien. L'enquête judiciaire en cours est difficile. Il s'agit d'un crime transnational. Et pour cela, nous sollicitons formellement une entraide judiciaire. C'est une priorité de mon gouvernement pour la nation tout entière. Car, ce crime ne doit pas rester impuni et les coupables, tous les coupables doivent être punis.

Monsieur le Président,

07. Le thème que vous avez proposé pour la 76ème session à savoir: « **Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies** », arrive à point nommé.

08. En effet, la pandémie du coronavirus a mis à rude épreuve, à des degrés divers, pratiquement tous les pays de la planète. Cette crise sanitaire mondiale a mis en évidence, entre autres, les inégalités qui existent entre nos pays et révélé les faiblesses de nos systèmes de santé. Cette pandémie a aussi démontré que seule la solidarité et la coopération entre les peuples peuvent nous permettre d'y mettre un terme.

09. Heureusement que les uns et les autres l'ont compris et se sont engagés à partager les vaccins avec les pays moins pourvus. Le programme COVAX de l'Organisation Mondiale de la Santé, ainsi que les actions bilatérales de solidarité à l'échelle de la planète donnent l'espoir que tous ensemble, nous pourrons arriver à vaincre cette maladie. L'enjeu est de taille pour l'avenir de l'humanité.

Monsieur le Président,

10. Le maintien de la paix et de la sécurité internationale demeure l'un des objectifs prioritaires de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création. Sur cette base, les activités de l'Organisation couvrent principalement les domaines de la prévention des conflits, du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix.

11. Nous reconnaissons que l'ONU a beaucoup fait pour préserver notre monde du fléau d'une guerre mondiale, mais, force est cependant d'admettre que de nombreuses zones de tension et de conflits violents continuent de représenter le plus grand défi auquel fait face notre Organisation.

12. Il nous faut trouver des réponses pertinentes et adéquates, aux nouvelles menaces auxquelles notre monde est confronté, telles que la montée en puissance du terrorisme international, les atrocités de masse, la criminalité transfrontalière, ou d'autres défis comme l'extrême pauvreté et les changements climatiques.

13. Le phénomène des changements climatiques représente une préoccupation majeure pour tous les Etats de la planète. Le réchauffement climatique, les conditions météorologiques sévères avec une alternance de sécheresse et d'inondations qui affectent la production agricole et alimentaire, l'élévation du niveau des mers, produisent des conséquences dramatiques à l'échelle mondiale.

14. Il nous faut impérativement prendre les mesures appropriées en vue de freiner le rythme de l'augmentation de la température à la surface du globe. D'où, la nécessité d'agir immédiatement et de façon collective. J'encourage tous les États parties à mettre en œuvre les

mesures ambitieuses adoptées à Paris afin d'éviter une catastrophe climatique qui risque de mettre en péril l'existence même de l'humanité.

Monsieur le Président,

15. Dans le registre humanitaire, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a recensé plus de 80 millions de personnes déracinées à l'échelle globale, parmi lesquelles près de 30 millions sont des réfugiés et demandeurs d'asile. Il s'agit là d'une crise humanitaire dont l'ampleur interpelle la conscience humaine.

16. Pour trouver une solution durable au problème migratoire, il faut s'attaquer aux causes profondes des déplacements humains. J'invite la communauté internationale à renforcer, de façon urgente, les mesures pour améliorer les conditions d'existence dans les pays pourvoyeurs de réfugiés politiques ou économiques. Pour y parvenir, les Etats Parties doivent se réengager en faveur des principes fondamentaux de la Convention de 1951 et retrouver ensemble, dans un esprit de coopération, les voies et moyens les plus appropriés pour veiller à ce que les droits des réfugiés soient respectés et protégés.

17. Ces derniers jours, les images du traitement réservé à plusieurs de mes compatriotes à la frontière entre le Mexique et les États-Unis ont choqué plus d'un. Sans vouloir contester le droit d'un État souverain de contrôler l'accession d'étrangers à son territoire ou de renvoyer dans leur pays d'origine, ceux qui y pénètrent illégalement, nous croyons que beaucoup de pays aujourd'hui prospères, ont été construits par des vagues successives de migrants et de réfugiés. Ce problème des migrants doit nous rappeler que les êtres humains, les pères et les mères de famille vont toujours fuir la misère et les conflits et chercher à offrir de meilleures conditions de vie à leurs progénitures. Les migrations vont continuer tant qu'il y aura sur notre planète des zones de prospérité, tandis que la majeure partie de la population mondiale vit dans la précarité, parfois extrême, sans perspective d'une vie meilleure.

Monsieur le Président,

18. Il est à rappeler que la diplomatie multilatérale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, façonne notre monde depuis plus de soixante-quinze ans et constitue de plus en plus un pôle incontournable des relations entre les États. En effet, si des progrès considérables ont été réalisés par rapport aux aspirations initiales de paix et de sécurité internationales, de justice et de prospérité pour tous, c'est grâce à l'engagement collectif et un système permanent de dialogue et de concertation que les acteurs étatiques parviennent généralement à des solutions négociées pour résoudre leurs différends.

19. Toutefois, beaucoup reste encore à faire pour parvenir à ce monde idéal que nous appelons, tous, de nos vœux. A cet égard, aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de renforcer le système multilatéral, et le rendre plus solidaire et plus efficace.

20. Fidèle à ses traditions historiques, la République d'Haïti réitère son engagement et sa volonté de continuer à œuvrer aux côtés des États membres de la communauté internationale, désireux de bâtir un ordre mondial plus juste et plus équitable.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués délégués,**

21. Cela fait un peu plus de deux mois depuis que j'assume la fonction de Premier ministre, en l'absence du Président MOÏSE, qui m'a fait l'honneur de me désigner à ce poste, seulement quelques jours avant son horrible assassinat. Dès que j'ai pris la tête du gouvernement, mon souci principal a été de tout mettre en œuvre pour faire revenir mon pays, dans les meilleurs délais possible, à un fonctionnement normal des institutions démocratiques. C'était le vœu du président MOÏSE et c'est l'objectif qui a guidé, jusqu'ici, et qui continuera de guider mes actions. Certains d'entre vous ne le savent peut-être pas, mais je suis appelé à gouverner, alors que la quasi-totalité des institutions démocratiques n'existent plus ou sont totalement dysfonctionnelles.

22. Face à une telle situation et dans le souci de résoudre les problèmes politiques majeurs auxquels le pays est confronté, notamment l'insécurité insupportable, le dysfonctionnement du Pouvoir Législatif, la faiblesse caractérisée du Système Judiciaire, j'ai dû former rapidement un Gouvernement, en vue de prendre en main les affaires de l'État. Mais il était évident que seul un dialogue avec les partis politiques et les acteurs organisés de la société civile pouvait permettre de dégager un consensus suffisant en vue d'assurer la stabilité socio-politique.

23. C'est dans cet esprit que depuis mon arrivée à la tête du gouvernement, j'ai multiplié des rencontres et des discussions avec tous les secteurs de la vie nationale indistinctement, pour créer un climat sociopolitique apaisé, indispensable à l'organisation d'élections générales crédibles, transparentes et inclusives dans les meilleurs délais. À mon sens, il est indispensable de retourner à un fonctionnement normal des institutions, en remettant la direction du pays à des élus jouissant de la confiance de la population.

24. Il y a quelques jours, le Journal Officiel a publié l' "**Accord Politique pour une Gouvernance Apaisée et Efficace de la Période Intérimaire**" que j'ai négocié et signé avec des acteurs majeurs de la classe politique, de nombreuses organisations populaires et de la société civile de tendances diverses. Cet Accord prévoit la création d'un environnement sécuritaire apte à favoriser une large participation des citoyennes et des citoyens aux prochaines élections. Il met en place un mécanisme qui oblige le gouvernement à être transparent et à rendre compte. Tous les secteurs de la vie nationale auront leur mot à dire dans l'élaboration d'une constitution qui sera adoptée après une consultation populaire.

25. Il s'agit là d'une étape importante dans le processus de rétablissement de l'Etat de droit et des institutions démocratiques. Malgré cette large participation, nous restons ouverts pour poursuivre les discussions afin d'étendre le consensus. Nous voulons obtenir l'adhésion d'autres compatriotes à ce projet commun visant à faire prendre à notre pays un nouveau départ. J'ai

commencé les discussions avec les signataires de l'Accord dans le cadre de sa mise en application et je dois les poursuivre dans les jours qui viennent.

26. J'ai choisi la voie la plus rapide pour aller vers des élections libres transparentes, inclusives et non partisans. Certains souhaitent une transition plus longue. Mais avec beaucoup d'autres, je crois que ce n'est pas la bonne formule. Je ne désespère pas de convaincre ceux qui sont encore réticents à rejoindre les signataires de l'Accord susmentionné, pour que nous allions ensemble, dans la paix et dans le dialogue permanent, vers des solutions durables aux problèmes de notre pays.

Monsieur le Président,

27. A la crise politique que je viens de décrire brièvement, s'ajoutent les conséquences des catastrophes naturelles à répétition. Haïti est classé parmi les pays les plus vulnérables aux désastres naturels.

28. Après une série de catastrophes meurtrières et dévastatrices, dont le séisme de 2010 et l'ouragan Mathew de 2016, qui ont frappé durement le pays, un puissant tremblement de terre de 7.2 a ravagé, le 14 août dernier, toute la Presqu'île du Sud de la République d'Haïti. Selon les chiffres officiels disponibles, nous avons enregistré au moins 2 207 décès, 344 personnes disparues, plus de 12 268 blessés, des milliers de maisons sont détruites ou endommagées, ainsi que des hôpitaux, des écoles, des églises, des ponts et des routes.

29. Je veux saisir cette occasion pour saluer à nouveau l'élan spontané de solidarité de la communauté internationale qui s'est mobilisée rapidement aux côtés des autorités établies pour apporter aide et assistance aux victimes. Nous avons apprécié la visite de la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies Madame Amina **MOHAMMED**, qui s'est rendue dans les zones affectées pour bien mesurer l'ampleur des dégâts et avoir une meilleure évaluation des besoins réels des personnes touchées. Je ne cite pas tous les pays et toutes les organisations qui nous sont venus en aide de peur d'en oublier. Mais sachez que tous ont droit à notre reconnaissance.

30. Qu'il me soit permis d'inviter la communauté internationale à rester collectivement engagée aux côtés d'Haïti afin de l'aider à répondre, non seulement aux besoins humanitaires immédiats, mais également pour l'accompagner dans le processus de reconstruction sur lequel mon gouvernement travaille. J'ai lancé avec nos partenaires techniques et financiers un PDNA (Post Disaster Needs Assessment). Nous devrions recevoir dans les prochaines semaines une évaluation exhaustive des besoins pour engager la reconstruction. Il nous faut reconstruire mieux et de façon plus résiliente pour mieux résister aux aléas climatiques et aux catastrophes naturels en général. Là encore, nous comptons sur votre solidarité agissante tant à travers les mécanismes existants, que par le biais de nouveaux engagements.

31. L'accent mis sur la reconstruction de la presqu'île du sud ne peut ni ne doit nous faire oublier que lutter contre la pauvreté et pour la création de richesse, demeure l'une des principales priorités de mon Gouvernement. C'est pourquoi nous allons continuer à travailler pour créer un environnement favorable pour une reprise de l'économie et pour attirer des investissements tant

nationaux qu'étrangers. Notre population est jeune. Elle a besoin d'emplois décents et de meilleures perspectives d'avenir.

Monsieur le Président,

32. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un système multilatéral plus solide et plus efficace afin de permettre aux États membres de l'Organisation de développer des stratégies conjointes pour relever ces défis majeurs dans le cadre d'une vision holistique d'un monde meilleur pour tous, en réaffirmant notre engagement collectif en faveur d'un multilatéralisme fort et toujours renouvelé.

33. Je ne saurais terminer sans inviter les pays membres à considérer des aspirations de la République de Chine / Taïwan, qui veut et qui peut jouer un rôle non négligeable, dans les initiatives de notre Organisation, visant à préserver la paix et la sécurité internationales, à promouvoir la coopération et le développement entre les nations.

34. Pour conclure, je rappellerai que le multilatéralisme s'est affirmé au cours de plus de trois quarts de siècle comme un mécanisme incontournable des relations entre les États. L'Organisation des Nations Unies demeure le principal instrument intergouvernemental et universel, pour construire ensemble un monde plus juste, plus pacifique, plus fraternel. Faisons en sorte qu'elle puisse continuer à jouer son rôle de forum des "Peuples des Nations Unies" où, ensemble, nous pourrions apporter des solutions communes à nos problèmes communs.

Je vous remercie.